



ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**  
**C.C.P.**

**CREATIONS DE VIDEOS « UN MOIS, UN LABO  
» POUR LA REVUE NUMERIQUE INGENIUS**

**MARCHE N° 202526**

# SOMMAIRE

<b>1 – OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 IDENTIFIANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
1.2 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.3 FORME DU MARCHÉ.....	4
1.4 DURÉE DU MARCHÉ.....	4
1.5 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHÉ .....	5
1.6 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE .....	5
1.7 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ .....	5
<b>2- MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
2.1 DECLARATIONS ET GARANTIES PRÉALABLES .....	6
2.2 CONNAISSANCE DE L'EXISTANT.....	6
2.3 DÉTAILS DES PRESTATIONS À RÉALISER ET ÉMISSIONS DE BONS DE COMMANDE .....	6
2.4 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	12
2.5 LIEUX D'INTERVENTION ET SÉCURITÉ DES ACCÈS.....	13
2.6 SOUS-TRAITANCE .....	13
2.7 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	14
2.8 CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ DES INFORMATIONS .....	14
<b>3- MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>15</b>
<b>4- FORME ET CONTENU DES PRIX.....</b>	<b>15</b>
4.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX.....	15
4.2. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	16
<b>5- MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>16</b>
5.1 AVANCE .....	16
5.2 MODALITÉS DE RÈGLEMENT' .....	16
5.3 PAIEMENT D'UN COTRITAINT OU D'UN SOUS-TRITAINT.....	17
5.4 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	17
5.5 INTÉRÊTS MORATOIRES .....	18
5.6 NANTISSEMENT OU CÉSSION .....	18
<b>6. PÉNALITÉS DE RETARD .....</b>	<b>18</b>
<b>7- STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE.....</b>	<b>19</b>
7.1 COMPOSITION .....	19
7.2 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE.....	19
<b>8- OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>19</b>
8.1 INFORMATIONS ET MODIFICATIONS AU COURS DU MARCHÉ.....	19
8.2 TRANSFERT .....	20
8.3 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	20
8.4 MESURES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET À LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS .....	21
<b>9- ASSURANCES .....</b>	<b>21</b>
<b>10- DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....</b>	<b>22</b>
<b>11- RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE .....</b>	<b>22</b>
11.1 RESILIATION .....	23
11.2 CAS DE FORCE MAJEURE.....	23
<b>12- LITIGES .....</b>	<b>23</b>
12.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE .....	23
12.2 RECOURS .....	24
<b>13- PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....</b>	<b>24</b>
13.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	24
13.2 OBLIGATIONS DE L'ÉCOLE .....	25

13.3 SORT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL 25

14- DEROGATIONS AU CCAG/PI .....25

## **1- OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 IDENTIFIANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

L'ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES (ENPC)

6 et 8 avenue Blaise Pascal

Cité Descartes – Champs-sur-Marne

77455 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par M. Anthony BRIANT, Directeur,

Ci-après désignée « l'ENPC »

### **1.2 OBJET DU MARCHE**

Le présent accord-cadre a pour objet la création de vidéos « un mois, un labo » pour la revue numérique Ingenius.

### **1.3 FORME DU MARCHE**

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire en application de l'article L.2125-1 1° du code de la commande publique.

Ses montants maximums sont les suivants :

- montant maximum annuel de 15 000 euros HT ;
- montant maximum de 60 000 euros HT pour la durée totale du marché (4 ans en cas de reconduction annuelle).

Cet accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application des prix du bordereau des prix, dans les conditions fixées aux articles R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le bon de commande concernant la demande de créations de vidéos sera envoyé au titulaire et regroupera de façon privilégiée l'ensemble des besoins annuels. Si nécessaire, l'Ecole se réserve le droit d'émettre un bon de commande échelonné par vidéo, ou regroupant une partie des besoins annuels.

Ce(s) bon(s) de commande est(sont) établi(s) à partir des prix du bordereau des prix.

A titre complémentaire, le marché pourra s'exécuter par bons de commandes émis en application de prix faisant suite aux devis proposés par le titulaire pour des prestations qui ne seraient pas identifiées au bordereau des prix.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

A l'expiration de l'accord-cadre, l'exécution de tout bon de commande émis pendant sa durée de validité sera honorée jusqu'à réalisation de la prestation attendue suivant les termes du marché.

### **1.4 DUREE DU MARCHE**

Le marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification.

Il peut être reconduit tacitement 3 fois pour la même durée, sauf décision contraire notifiée par le pouvoir adjudicateur 3 mois au plus tard avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

La durée totale de l'accord-cadre est au maximum de quatre (4) ans reconductions comprises.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre.

### **1.5 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHE**

La Direction de la Documentation, des archives et du patrimoine assure le suivi de la prestation.  
Tout document (excepté les factures) sera adressé à cette entité :

Ecole nationale des ponts et chaussées  
Direction de la Documentation, des archives et du patrimoine  
6 et 8 Avenue Blaise Pascal  
Cité Descartes – Champs-sur-Marne  
77455 Marne La Vallée Cedex 2

Les interlocuteurs privilégiés du titulaire sont :

Cheffe de projet (Responsable du pôle médiation, direction de la documentation, des archives et du patrimoine :

**Mazurek Adèle** +33 1 64 15 38 19 / [adele.mazurek@enpc.fr](mailto:adele.mazurek@enpc.fr)

Directrice de la documentation, des archives et du patrimoine

**Stéphanie Rivoire** +33 1 64 15 36 90 / [stephanie.rivoire@enpc.fr](mailto:stephanie.rivoire@enpc.fr)

## 1.6 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Ecole, pour les besoins de l'exécution de celui-ci. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution par le titulaire. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'Ecole, dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cas d'empêchement ou de remplacement, le titulaire avise immédiatement l'Ecole et précise le nom et les coordonnées professionnelles du nouveau responsable.

## 1.7 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Prestations intellectuelles (CCAG/PI), les pièces contractuelles du marché, dont seul l'exemplaire conservé par l'Ecole nationale des ponts et chaussées fait foi, sont par ordre de priorité décroissante :

### a) Pièces particulières :

- 1) L'Acte d'Engagement (AE -ATTRI 1) ;
- 2) L'annexe financière – bordereau des prix (BP) identifiant les coûts pour la création de vidéos ;
- 3) Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- 4) L'offre technique du titulaire pour ses dispositions qui ne sont pas contraires aux documents précédents ;
- 5) Les bons de commande émis par l'École au fur et à mesure de ses besoins ;
- 6) Les éventuels actes de sous-traitance et actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

### b) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, ce dernier étant le mois qui précède la date limite de remise des offres.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur à la date de notification du présent marché. Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du CCAG/PI et s'engage au respect des obligations mises à sa charge par celui-ci.
- Aussi, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes, lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, textes administratifs

nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## **2- MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **2.1 DECLARATIONS ET GARANTIES PREALABLES**

Le titulaire déclare et garantit :

- Qu'il dispose de compétences suffisantes pour concevoir et réaliser les prestations attendues, dans des conditions optimales ;
- Qu'il exécutera ses prestations dans les règles de l'art, avec toute la compétence et le professionnalisme requis ;
- Qu'il respectera les contraintes qui lui sont imposées par l'Ecole et en particulier se conformer aux horaires et éventuellement aux jours fériés, pour l'exécution des prestations affectant le fonctionnement de l'établissement ;
- Qu'il est libre d'accepter et d'exécuter les présentes et que, ce faisant, il ne viole ni ne préjudicie à un quelconque droit d'un tiers ;
- Qu'il agit en qualité de prestataire de services et que rien dans ce présent marché ne saurait être interprété comme créant une relation d'association ou toute autre relation similaire entre lui et l'Ecole.

### **2.2 CONNAISSANCE DE L'EXISTANT**

Le titulaire déclare être parfaitement informé des éléments qu'il doit exploiter. Il est réputé avoir pris connaissance et vérifié les données indispensables à l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'un oubli ou d'une méconnaissance quelconque pour ne pas assurer les prestations nécessaires à son exploitation.

En aucun cas, il ne sera admis de réserve, réclamation pour méconnaissance, oubli ou mauvaise estimation des prestations à exécuter au titre du présent marché.

### **2.3 DETAILS DES PRESTATIONS A REALISER ET EMISSIONS DE BONS DE COMMANDE**

#### **2.3.1 Présentation de l'ENPC**

##### **2.3.1.1 Historique**

L'Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC) est l'une des plus anciennes écoles d'ingénieurs au monde. Créée en 1747, elle a compté dans ses rangs des ingénieurs et scientifiques de renom aussi prestigieux que Perronet, Prony, Mandar, Caquot, Dartein, Navier, Coriolis, Coyne, Freyssinet, Résal, etc. Elle a aussi formé des générations d'ingénieurs qui, à leur tour, ont façonné le monde au-delà des frontières nationales par la dissémination des avancées techniques de leur époque et la réalisation de grands projets d'ouvrage d'art.

##### **2.3.1.2 les activités de recherche**

Les activités de recherche de l'ENPC s'articulent autour de 12 laboratoires. Elles se développent dans le cadre d'unités mixtes de recherche, principalement avec le CNRS et des universités (Université Gustave Eiffel), de laboratoires conjoints avec des Établissements publics à caractère scientifique et technologique, des établissements publics à caractère industriel et commercial ou des établissements publics à caractère administratif, ou encore de laboratoires communs avec des entreprises privées.

### 2.3.1.3 la médiation scientifique

En cohérence avec [la loi de la programmation de la recherche](#), qui a fait du développement des interactions entre sciences, recherche et société un objectif prioritaire, l'École a inscrit dans son contrat d'objectifs et de performance pluriannuel l'importance « de poursuivre son engagement sur la diffusion de tous les produits de la recherche et renforcer sa capacité de médiation scientifique et de diffusion vers le grand public. La crise sanitaire n'a fait que renforcer la nécessité d'un accès à la science plus transparent, plus immédiat, plus universel »<sup>1</sup>.

Cet engagement s'est traduit par l'arrivée en novembre 2021, d'une responsable de la médiation scientifique au sein de la Direction de la documentation, des archives et du patrimoine. En 2024, un pôle médiation a été créé comprenant une responsable – médiatrice scientifique, une médiatrice scientifique en apprentissage, et une chargée d'édition.

### 2.3.2 La revue numérique *Ingenius*

Le lancement d'*Ingenius* a eu lieu en novembre 2022. La revue est accessible à l'adresse suivante : <http://www.ingenius.ecoledesponts.fr>

#### 2.3.2.1 Objectifs

L'ENPC, sous tutelle du ministère de la transition écologique joue un rôle majeur pour former de ingénieurs de demain acteurs du changement. L'objectif d'*Ingenius* est de donner la parole à des **experts du milieu académiques et scientifiques dans une logique d'open science**. En proposant des contenus fiables et accessibles à un public large, la revue numérique de l'ENPC a pour vocation de partager et diffuser les connaissances pour une meilleure prise en compte de ces **enjeux socio-environnementaux**. Elle a également pour vocation de **valoriser les projets et travaux des élèves-ingénieurs**.

#### 2.3.2.2 Les cibles

**Il s'agit d'une revue numérique de vulgarisation scientifique s'adressant aux citoyens dans une logique de science ouverte.**

Les cibles de la plateforme sont également :

- partenaires entreprises, organismes publics travaillant déjà ou non avec l'ENPC ;
- communauté académique, des élèves aux institutions partenaires ou en passe de devenir partenaire de l'École ;
- communauté des Ponts intégrant les chercheurs, enseignants, élèves administratifs de l'École mais également les Alumni, les institutions de la Cité Descartes et de la communauté ParisTech.

#### 2.3.2.3 Les contenus

*Ingenius* propose des contenus éditoriaux inédits aux formats divers sur une base mensuelle :

**Sur les bancs d'École** : des travaux d'élèves-ingénieurs, soigneusement choisis par le comité éditorial et le responsable académique et dont le contenu scientifique a été rigoureusement vérifié

**Chronique** : un compte-rendu de livres parus aux Presses des Ponts ou dont l'auteur.trice est un.e chercheur.se des laboratoires de l'ENPC.

**Dossier thématique** : fait l'objet de trois à quatre contenus de format variés (vidéo, articles, infographies...) pour approfondir un sujet spécifique

**À la rencontre des doctorant-e-s** : un podcast dédié aux doctorants de l'ENPC

**Articles** : des articles rédigés par des experts au grès de l'actualité et des publications de l'ENPC.

**Un mois, un labo** : de courtes vidéos qui présentent un sujet de recherche de l'ENPC

---

<sup>1</sup> COP 2022-2026 Orientation stratégique n°3 - Développer la visibilité de l'École à l'international tant dans ses activités de formation que de recherche / Objectif n° 7 Renforcer la confiance de nos concitoyens dans la science par un accès aux résultats de la recherche plus ouverte et par une action de diffusion plus ciblée).

## La création des vidéos « Un mois, un labo » est l'objet du présent marché.

### 2.3.2.4 La charte graphique

Les vidéos faisant partie intégrante de l'ensemble des contenus éditoriaux, elles doivent dans la mesure du possible être cohérentes avec la charte graphique de la revue (couleurs, polices), détaillées ci-dessous.

#### Composant « tiroir »

Composant tiroir fermé	+
Composant tiroir ouvert	-
Omne animal, simul atque natum sit, amet, consectetur, adipisci velit, sed quia voluptas assumenda est, necesse est, quid malum, sensu iudicari, sed ut et quasi architecto beatae vitae dicta sunt, fecerint, virtutem iis per se esse admonere interesse enim.	

#### Typographie

Police de titrage et textes courts : Lato

Police de texte courant : Georgia

#### Styles de textes courants

##### Titre H1

##### Sous titres H2

##### Intertitres H3

Légendes

[Chapeau] Ut placet, inquam tum dicere exorsus est consecutus? laudem et accusamus et dolore. Si sine causa? quae fuerit causa, mox videro; interea hoc epicurus in culpa.

Corps

Les travaux de recherches menées au CIREN en collaboration avec le CSTB et Météo-France ont ainsi étudié dans quelle mesure une isolation des appartements, la mise en place de toitures réfléchissantes sur les immeubles et une végétalisation intense de Paris et de la petite couronne pourraient contribuer à rafraîchir l'air dans les rues et dans les logements en cas de canicule.

Liens : [prendre contact avec l'équipe](#)

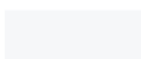
#### Couleurs



#FF2F00



#353535



#F6F7F9

Fonds de page



#C7E0E5

Border



#27AD79

Fond de page

### 2.3.3 Création des vidéos « un mois, un labo »

#### 2.3.3.1 Objectifs



Le but de ces vidéos est de faire découvrir au public un projet de recherche d'un laboratoire de l'ENPC. La vidéo mettra en avant un ·e chercheur ·se, un ·e doctorant ·e, un ·e ingénieur ·e ou un ·e technicien ·ne de recherche.

### 2.3.3.2 Format

- Les vidéos seront d'une durée d'environ 2 minutes alternant plan large, plan rapproché et interview ;
- Les vidéos seront découpées en trois parties répondant aux questions suivantes : 1/Qu'est-ce que le projet [nom du projet] ? 2/Comment ça marche ? 3/ Quelles sont les applications ?
- Les vidéos comprendront un générique de début et de fin ;
- Le ton de communication de ce webmagazine se définit comme : sérieux, accessible, instructif, invitation à la découverte, curieux ;
- Les vidéos seront sous-titrées en anglais et en français ;
- Des animations pourront être intégrées quand cela est nécessaire. Par ex. pour illustrer une explication scientifique (facultatif, voir bordereau des prix en ce sens).

### 2.3.3.3 Diffusion

Les vidéos seront hébergées sur la chaîne YouTube de l'ENPC, sur la chaîne *Ingenius* de Canal-U et diffusées sur *Ingenius*.

### 2.3.3.4 Exemples

Plusieurs vidéos « Un mois, un labo » ont été réalisées depuis la création de la revue numérique. En voici, quelques exemples :

#### **En français**

<https://ingenius.ecoledesponts.fr/articles/notre-dame-de-paris-etude-de-plomb-dans-les-eaux/>

<https://ingenius.ecoledesponts.fr/articles/la-physique-des-mousses-liquides-cest-quoi-du-laboratoire-a-la-station-spatiale-internationale/>

<https://ingenius.ecoledesponts.fr/articles/l-etude-des-origamis/>

#### **En anglais**

<https://ingenius.ecoledesponts.fr/en/articles/notre-dame-de-paris-the-study-of-lead-in-runoff-water/>

<https://ingenius.ecoledesponts.fr/en/articles/what-is-liquid-foam-physics-from-the-laboratory-to-the-international-space-station/>

<https://ingenius.ecoledesponts.fr/en/articles/what-is-the-origamis-study/>

## **2.3.4 Prestations de création des vidéos « un mois, un labo »**

### 2.3.4.1 Cadre de travail

Le travail de création de vidéo devra être réalisé :

- à partir des éléments contextuels et graphiques transmis dans le présent document ;
- de façon concertée avec l'équipe projet de l'ENPC.

### 2.3.4.2 Prestations attendues

La réalisation de chaque vidéo s'inscrira dans une période définie qui débutera lors de la pré-production. Durant cette période, le prestataire offrira des interactions illimitées avec leur équipe pour faire avancer le projet.

#### **a) Conception de la série**

La série « Un mois, un labo » étant déjà établie, les prochaines vidéos devront s'inscrire dans la continuité de ce format. Il s'agira de respecter les choix esthétiques, la durée, la tonalité éditoriale ainsi que la structure narrative déjà en place, afin de garantir une cohérence d'ensemble et de préserver l'identité de la série. Ce point sera abordé lors d'une réunion dédiée à la conception de la série.

#### **b) Pré-production**

Le prestataire devra mettre à profit son expertise pour accompagner l'équipe projet dans le travail d'écriture du scénario des vidéos. Cet accompagnement devra donc intégrer des phases de co-créations et des réunions régulières avec la cheffe de projet et l'intervenant·e.

#### **c) Tournage**

Pour le tournage, l'équipe devra compter à minima deux personnes, le caméraman et une personne pour accompagner le/la chercheur·se et la cheffe de projet (par. Ex un.e journaliste).

Les lieux de tournage se situeront en région Île-de-France. Les frais de déplacement et les frais de restauration ne sont pas compris dans la prestation.

Dans la mesure du possible, l'équipe de production, comprenant deux personnes sera identique pour la réalisation de la totalité des vidéos. En cas d'éventuel remplacement, le prestataire devra en informer la cheffe de projet suffisamment en amont, dans les conditions précisées ci-après.

La prestation devra prévoir l'option de captation aérienne par drone (voir bordereau des prix en ce sens).

#### **d) Post-production**

L'étape de post-production comportera les étapes suivantes : dérushage, décryptage et sélection des interviews, le montage, l'habillage graphique et sonore, ainsi que la transcription de la version française originale et traduction en anglais.

Le livrable sera composé de :

- un fichier MP4 version en français
- un fichier sous-titres version en français en SRT\*
- un fichier sous-titres version en français en VTT\*
- un fichier MP4 version en anglais
- un fichier sous-titres version en anglais en SRT\*
- un fichier sous-titres version en anglais en VTT\*

Idéalement, l'étape de post-production sera réalisée par un membre de l'équipe de tournage.

\* SRT : SubRip Subtitle

\* VTT : Video Text Tracks

### 2.3.3 Emission des bons de commande

Les vidéos seront à produire suivant le calendrier prévisionnel suivant pour la 1<sup>ère</sup> année du marché :

Livrable 1 : mars 2026

Livrable 2 : mai 2026

Livrable 3 : juin 2026

Livrable 4 : septembre 2026

Livrable 5 : novembre 2026

Livrable 6 : décembre 2026 (publication prévue en janvier 2027)

**Soit la réalisation prévisionnelle de 6 vidéos au maximum entre janvier 2026 et décembre 2026.**

**Ce calendrier pourra être ajusté si des tournages sont regroupés sur 1 ou 2 journées.**

**Le phasage sera le suivant :**

- **Conception de la série : 1 à 2 semaines (début janvier 2026)**

Par vidéo :

- **Pré-production : 1-2 semaines**

**Tournage : ½ journée (ou 1 journée pour 2 vidéos).**

La Direction de la Documentation se réserve le droit de demander le tournage de 4 vidéos sur 2 jours, si nécessaire. Dans ce cas, et comme c'est le cas si le tournage dure une journée ou une demi-journée, ni les frais de déplacement et de restauration, ni les frais d'hébergement ne sont pris en charge dans le cadre du présent marché.

- **Post-production : 2 semaines**

La livraison d'une vidéo se fera en deux étapes : une première étape de validation du montage brut (sans musique, sans insertion de textes etc.), puis une seconde étape de validation de la vidéo finale (sous-titre EN, FR, musique, textes, remerciements, crédits etc.).

Lors de la survenance du besoin, la Direction de la Documentation saisit le titulaire du marché.

Le bon de commande correspondant est adressé au titulaire par courrier électronique.

Les adresses mails devront avoir été précisées par le titulaire.

Chaque bon de commande comporte à minima les mentions suivantes :

- Le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- La référence du présent marché et de l'avenant le cas échéant ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification du service de l'Ecole émetteur ;
- La désignation des prestations et instructions particulières le cas échéant ;
- La délai de réalisation des prestations s'il y a lieu d'être ;
- Le lieu de réalisation des prestations en cas de besoin ;
- Les quantités commandées ;
- Le prix unitaire ;
- Le montant total HT, le montant de la TVA et le montant total TTC.

Le bon de commande concernant la demande de créations de vidéos sera envoyé au titulaire et regroupera de façon privilégiée l'ensemble des besoins annuels. Si nécessaire, l'Ecole se réserve le

droit d'émettre un bon de commande échelonné par vidéo, ou regroupant une partie des besoins annuels.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/PI, le délai dont dispose le titulaire pour notifier à l'émetteur du bon de commande ses observations quant aux prescriptions dudit bon de commande est fixé à 7 jours maximum à compter de la date de réception du bon de commande.

Aucun rythme ni quantité minimale de commande ne pourra être imposé par le titulaire. Chaque bon de commande donne lieu à une facture distincte.

Si le bon de commande regroupe plusieurs vidéos ou la totalité des besoins annuels, une facture peut être émise pour chaque vidéo livrée et réceptionnée.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les frais d'assurance, ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires – hors frais de déplacement, de restauration - et d'éventuel hébergement en cas de tournage sur 2 journées.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

A l'expiration de l'accord-cadre, l'exécution de tout bon de commande émis pendant sa durée de validité sera honorée jusqu'à réalisation de la prestation attendue suivant les termes du marché, notamment ses délais.

A titre complémentaire, le marché pourra s'exécuter par bons de commandes émis en application de prix faisant suite aux devis proposés par le titulaire, pour des prestations qui ne seraient pas identifiées au bordereau des prix.

## **2.4 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés d'un commun accord entre les parties sur la base du devis fourni par le titulaire. Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG/PI, ces délais s'entendent en jours ouvrés.

En conséquence, toute modification relative aux dates ou aux délais ne peut intervenir qu'avec l'accord exprès de l'Ecole notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Ecole au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler sans délai à l'Ecole les causes faisant obstacle à l'exécution du présent marché et la date à compter de laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

L'Ecole notifie par écrit au titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, le silence gardé pendant un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande vaut décision implicite de rejet de la demande de prolongation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

## 2.5 LIEUX D'INTERVENTION ET SECURITE DES ACCES

Les réunions afférentes aux prestations de mise en place du marché se déroulent en distanciel.

Le cas échéant, d'éventuelles réunions en présentiel se dérouleront à l'Ecole.

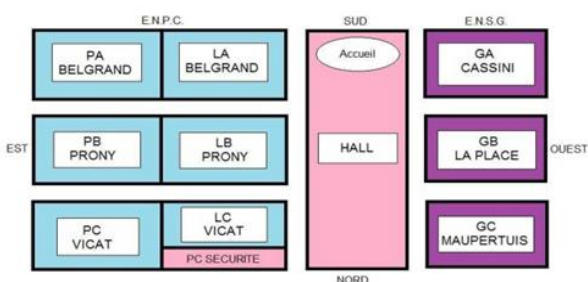
Ecole Nationale des Ponts et Chaussées – Bâtiment Carnot

6 / 8 Avenue Blaise Pascal

Cité Descartes – Champs sur Marne

77455 MARNE LA VALLEE CEDEX 2

L'immeuble est occupé conjointement par l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et l'Ecole Nationale des Sciences Géographiques (ENSG). Cette dernière constitue un service de l'Institut Géographique National (IGN).



L'Ecole garantit au titulaire que son personnel pourra accéder aux locaux et aux matériels nécessaires durant les interventions effectuées dans leurs locaux. L'Ecole assure au personnel du titulaire appelé à intervenir dans ses locaux des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.

## 2.6 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L.2193-1 du code de la commande publique, la sous-traitance est autorisée dans le cadre de ce marché. Si elle devait être envisagée, il serait fait application des dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire du présent accord-cadre est autorisé à sous-traiter partiellement l'exécution des prestations, à condition d'avoir obtenu au préalable l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

La déclaration de sous-traitance est réalisée conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – formulaire DC4\* accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2\* dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des documents qui y sont mentionnés ;
- ✓ Les attestations et certificats fiscaux et sociaux ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;

---

\* Les formulaires sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- ✓ Un document mentionnant le numéro SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- ✓ La présentation détaillée des capacités du sous-traitant (moyens et références).

Dès réception de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire fait connaître à l'Ecole le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles à l'Ecole lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut, il encourt une pénalité dans les conditions définies à l'article 6 du présent CCP.

Le recours à un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement agréé expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

L'acceptation par l'administration confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600€ TTC.

## **2.7 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'Ecole se réserve le droit de mettre en œuvre les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires, si ses conditions de mise en œuvre sont réunies.

## **2.8 CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE DES INFORMATIONS**

### **2.8.1 Confidentialité**

Le présent marché est soumis à l'obligation de confidentialité prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire est tenu de s'y conformer sans réserve et de porter à la connaissance de son personnel les dispositions du présent article.

Le titulaire est tenu d'informer ses éventuels sous-traitants de l'obligation de confidentialité qui s'applique de la même manière à eux.

Les informations échangées entre les parties dans le cadre de l'exécution du présent marché sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation écrite préalable de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Ne sont pas concernées, les informations déjà accessibles au public au moment où elles sont portées à la connaissance des parties.

Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des informations, documents et autres éléments relatifs au marché. Il avise l'Ecole, sans délai, de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le titulaire soumet à l'approbation de l'Ecole les dispositions qu'il prend à cet effet.

Le non-respect des dispositions par le titulaire ou son éventuel sous-traitant, indépendamment des sanctions pénales pouvant être encourues, entraîne la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure réalisée par courrier en recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de huit (8) jours calendaires.

## **2.8.2 Propriété des informations**

L'ensemble des informations apportées par l'Ecole de quelque nature que ce soit et sous quelque format demeure sa propriété. Le titulaire n'acquiert aucun droit sur les informations qui lui sont transmises.

Le titulaire s'interdit de recopier les informations de toute nature qui lui sont confiées au titre du présent marché en dehors de sa prestation normale. Il s'interdit également de reproduire, d'adapter, de traduire sous quelque forme que ce soit lesdits contenus.

Le titulaire garantit l'Ecole contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle sur les prestations fournies.

Si l'Ecole est victime d'un trouble dans la jouissance des matériels fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser ce trouble.

## **3- MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS**

Le déroulement des opérations qualitatives et quantitatives intervient dans les conditions prévues aux articles 28 et suivants du CCAG/PI.

La prestation comprend la fourniture des livrables attendus tels que précisé supra.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI, le délai imparti pour les opérations de vérifications est le suivant :

5 jours ouvrés maximum à compter de la réception du montage brut, 10 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la vidéo finale.

Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise et vaut attestation de service fait après.

Lorsqu'une mise au point est nécessaire, l'ajournement de l'admission des prestations est prononcé par décision motivée conformément à l'article 29 du CCAG/PI.

Selon l'importance des imperfections constatées, le pouvoir adjudicateur peut prononcer le rejet total ou partiel des prestations dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/PI et sans que cela ne fasse obstacle à l'application de pénalités de retard.

Dans le cas où les prestations ne sont pas exécutées dans les délais impartis, il est fait application des pénalités prévues à l'article 6 du présent CCP.

## **4- FORME ET CONTENU DES PRIX**

### **4.1 NATURE ET CONTENU DES PRIX**

Les prix du présent marché sont exprimés à l'annexe financière à l'acte d'engagement (bordereau des prix). Ils sont exprimés en euros, par demi-journée, journée, 2 journées ou unité d'œuvre.

Les prestations sont rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix ainsi fixés.

Les prix sont définis hors taxes auxquels s'applique le taux de TVA en vigueur au moment de la prestation (fait générateur).

Les prix sont réputés comprendre :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont assujetties les prestations – hors frais de déplacement et de restauration ;

- Toutes les dépenses correspondant aux sujétions faites au titulaire afin d'assurer l'ensemble des opérations relatives à l'objet du présent marché telles que prévues dans le présent CCP, y compris les prestations éventuellement sous-traitées ;
- Toute marge pour risque et marge bénéficiaire.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## **4.2. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  (mois de remise des offres).

Les prix du marché sont révisables à la date anniversaire de notification du marché, sur demande du titulaire, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (S_1 / S_0)$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé en euros HT,
- $P_0$  est le prix initial en euros HT,
- $S_1$  est la dernière valeur connue à la date de révision de l'indice INSEE défini ci-dessous,
- $S_0$  est la valeur initiale de l'indice INSEE défini ci-dessous.

L'indice de référence S est « l'indice de production dans le services – production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision (NAF rév.2, niv.classe poste 59.11) – base 100 en 2021 - identifiant 010769213, disponible sur le site de l'INSEE.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le calcul de la révision de prix est à la charge du titulaire s'il entend en bénéficier.

Sous peine de forclusion, le titulaire transmet le détail des calculs un (1) mois avant la date d'application de la révision.

Les prix révisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date de révision.

Son omission lors d'une demande de paiement ne peut donner lieu à une quelconque régularisation ultérieure.

Les révisions de prix du présent marché n'ont pas à être constatées par un acte modificatif.

## **5- MODALITES DE REGLEMENT**

### **5.1 AVANCE**

Sans objet.

### **5.2 MODALITES DE REGLEMENT**

Les prestations objet du présent marché sont réglées selon les modalités prévues à l'article 11 du CCAG/PI ; après service fait et présentation des factures, selon les prix indiqués au bordereau des prix, annexe financière de l'acte d'engagement (éventuellement révisés dans les conditions stipulées au présent CCP).

Les factures seront émises après transmission de chaque livrable (vidéo finale), et pourront regrouper plusieurs vidéos - en cas de tournage sur 1 ou 2 journées et d'éventuelles remises simultanées de vidéos finales.

Une copie du bon de commande à l'origine des prestations exécutées est jointe obligatoirement à la facture. Dans le cas contraire, la facture sera rejetée comme n'étant pas conforme, suspendant de fait le délai global de paiement.



Le comptable assignataire procédera au règlement des sommes dues par virement sur le compte du titulaire indiqué dans l'acte d'engagement (Partie B3) selon les règles de la comptabilité publique. Le règlement financier est subordonné au service fait et à la production préalable d'une facture en un original portant, outre les mentions légales, les indications ci-après.

Il s'effectuera après service fait pour les prestations identifiées sur chaque bon de commande correspondant.

Les factures dématérialisées adressées à l'Ecole nationale des ponts et chaussées devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

Pour chaque commande réceptionnée, le titulaire présente la facture correspondante en un original. Outre les mentions légales, chaque facture doit comporter les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Ecole nationale des ponts et chaussées en tant que destinataire de la facture : 19753501600020 ;
- Le service de l'École émetteur de la commande (code service qui permettra de distinguer le service réceptionnaire des factures : code SUB 13 – Libellé : Direction de la documentation, du patrimoine et des archives) ;
- La référence du présent marché et de l'avenant le cas échéant ;
- Le numéro et la date du bon de commande concerné ;
- La désignation des prestations réalisées ;
- Les quantités et prix unitaires appliqués le cas échéant ;
- La date d'admission des prestations constatée par l'École ;
- Le montant total HT, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC ;
- L'identification du titulaire, N° SIRET ou RCS ainsi que ses coordonnées bancaires.

En cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après régularisation.

Tout dépassement du délai global de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu à paiement d'intérêts moratoires.

Les factures seront envoyées en version dématérialisée via la plateforme Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), à l'Ecole nationale des ponts et Chaussées.

### **5.3 PAIEMENT D'UN COTRAITANT OU D'UN SOUS-TRAITANT**

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter les projets de décompte. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation sous-traitée, et que le pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant, acceptées ou rectifiées par ses soins.

### **5.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, sous 30 jours maximum et après présentation des factures par le titulaire. Ce délai global de

paiement court à compter de la date de réception des factures. Toutefois, il court à compter de la date d'exécution des prestations (sous réserve d'admission de celles-ci), lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date.

## **5.5 INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou de son sous-traitant agréé au paiement direct.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € sera également payée au créancier lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'Ecole, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

## **5.6 NANTISSEMENT OU CESSION**

Le présent accord-cadre ne peut pas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou à titre gracieux, sans accord préalable et expressément notifié par écrit par le pouvoir adjudicateur. Cet accord doit être constaté par voie d'avenant.

En cas de nantissement de créances, sur demande du titulaire, un certificat de cessibilité est transmis par le pouvoir adjudicateur pour être remis, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix.

## **6. PENALITES DE RETARD**

Les pénalités sont cumulables et s'appliquent dès le premier euro; après mise en demeure préalable, sauf exception prévue ci-après.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, tout retard par rapport aux délais d'exécution mentionnés dans le devis et/ou le bon de commande afférent, non imputables à l'Ecole ou à un cas de force majeure, pourra faire l'objet d'une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

En l'absence de reprise des éléments à la charge du titulaire tel que listé dans le présent document, suite à une demande du pouvoir adjudicateur restée lettre morte après relance, le titulaire encourt par absence constatée une pénalité fixée à 150 €.

En l'absence de réponse à tout autre demande du pouvoir adjudicateur restée lettre morte après relance ; le titulaire encourt par absence constatée une pénalité fixée à 150 €.

En cas d'absence à une réunion à laquelle le titulaire était tenu de participer, celui-ci encourt par absence constatée et sans mise en demeure préalable une pénalité fixée à 100 €.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI :

- il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard ;
- leur montant total n'est pas plafonné.

Tout autre anomalie ou retard ne respectant pas les clauses du présent marché pourra entraîner une pénalité de 1% du montant HT total du bon de commande considéré, par jour ouvré de retard ou d'anomalie constatée.

## **7- STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE**

### **7.1 COMPOSITION**

Le titulaire s'oblige dans la mesure du possible à mettre à la disposition de l'Ecole, pendant toute la durée du présent marché, l'équipe proposée dans l'offre technique, sous réserve des précisions apportées ci-après. Les CV des membres de cette équipe sont annexés au présent marché.

### **7.2 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE**

Le titulaire a désigné dans son offre le responsable de la conduite et de l'exécution des prestations.

Le titulaire aura la responsabilité de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel. Le personnel du titulaire devra respecter le règlement intérieur de l'Ecole.

En cas d'absence ou de départ subi d'un membre de l'équipe affectée à l'exécution des prestations, le titulaire devra impérativement, dans un délai de 48 heures à compter de la connaissance de l'absence ou du départ du personnel, en aviser l'Ecole par courriel et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, le titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalente dans les 8 jours suivants.

L'Ecole se réserve le droit de rejeter la personne proposée. Le titulaire dispose alors de 48 heures pour proposer un nouveau remplaçant.

Le remplaçant sera considéré comme accepté si l'Ecole ne le récuse pas dans les 15 jours ouvrés à compter de la réception du courriel suivant sa désignation.

#### Récusation du personnel

Pendant toute la durée du marché, l'Ecole se réserve le droit de récuser les personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations (à titre non exhaustif : mauvaise entente ou mauvaise exécution liée à tout ou partie de l'équipe mise en place par le titulaire). L'Ecole devra alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du titulaire.

Le titulaire doit procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées au présent article.

## **8- OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire est réputé avoir parfaite connaissance des dispositions législatives et réglementaires applicables aux prestations objet du présent accord cadre.

### **8.1 INFORMATIONS ET MODIFICATIONS AU COURS DU MARCHE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai toutes les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À ses coordonnées bancaires ;

- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement du marché.

En cas de modification de sa raison sociale ou de sa dénomination, le titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Ecole et de communiquer tout élément mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales...). En cas de négligence, l'Ecole ne saurait être tenu pour responsable d'un quelconque retard observé dans les délais de paiement des factures du fait des modifications intervenues.

## **8.2 TRANSFERT**

En cas de cession de fonds de commerce, cession d'activité, fusion-absorption, le titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Ecole.

Prenant acte de la demande de transfert, l'Ecole procède à la vérification des capacités de l'entreprise cessionnaire. En vue de cette vérification, l'entreprise cessionnaire transmet :

- Une déclaration sur l'honneur signée certifiant qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner aux marchés et accords-cadres mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à 10 du code de la commande publique ;
- Les pièces mentionnées au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de la structure pour chacune des 3 dernières années et leur répartition (effectifs, personnel d'encadrement, ...) ;
- Une présentation décrivant les moyens techniques – outillage, matériel, équipement dont la structure dispose pour la réalisation de prestations de même nature ;
- Une présentation des prestations équivalentes réalisées au cours des 3 dernières années : liste des références comprenant le nom, le statut du client, les coordonnées du référent, la date de début et la date de fin des prestations, l'objet et le montant annuel des prestations réalisées ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales ...).

Suite à cette vérification, si elle est concluante, un avenant est établi constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Dans le cas contraire, le marché est résilié sans indemnité ni préavis.

Le titulaire s'interdit de céder les droits et obligations résultant pour lui du présent marché sans accord préalable de l'Ecole.

## **8.3 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Ecole par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Ecole adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, cette mise en demeure est adressée au titulaire si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code précité.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### **8.4 MESURES RELATIVES A LA SECURITE ET A LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS**

Le titulaire se conforme à ses obligations résultant des lois et règlements concernant la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Il garantit le respect complet de la législation sociale et l'emploi régulier de son personnel et sous-traitants éventuels; et, à cet égard, transmet tous les six mois à compter de la notification du présent marché, l'ensemble des pièces mentionnées à l'article V du Règlement de la Consultation (RC) au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux en vigueur.

Le titulaire assume la responsabilité du donneur d'ordre en matière d'intervention de personnels détachés. Il devra respecter l'ensemble des dispositions de la loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 modifiée visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale.

Les entreprises sous-traitantes qui détachent des travailleurs en France sont tenues d'adresser une déclaration préalable à l'inspection du travail du lieu où la prestation débute. Les sous-traitants doivent en outre désigner un représentant identifié sur le territoire national. Ce dernier aura pour obligation de fournir toutes les pièces justificatives au donneur d'ordre et aux organismes de contrôle, sur simple demande. Les formalités liées au détachement doivent par ailleurs être inscrites sur le registre du personnel du titulaire accueillant des travailleurs détachés.

Le titulaire s'assurera du respect de la réglementation en matière de rémunération des travailleurs détachés, de respect du droit du travail et des conditions d'hébergement de ces derniers.

Le titulaire est responsable de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

Le titulaire du marché est tenu, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, de veiller au respect par son personnel et par ses sous-traitants éventuels des consignes de sécurité du site et du règlement intérieur de l'Ecole.

#### **9- ASSURANCES**

Le titulaire est responsable en totalité des dommages ou accidents, de quelque nature que ce soit, aux biens et aux personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations : elles doivent être sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurance souscrits par lui.

Sur simple demande écrite de l'École pendant l'exécution du présent marché, le titulaire remettra dans le délai de 15 jours à compter de la réception de celle-ci une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, et à informer expressément l'École de toute modification de son contrat.

## **10- DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les données éventuellement transmises par l'Ecole restent leur propriété.  
Les résultats obtenus deviennent propriété de l'ENPC.

Conformément à l'article 35.1 du CCAG-PI, le titulaire du présent marché accorde à l'ENPC, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations.

Les besoins d'utilisation de l'ENPC comprennent le droit de :

- Publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que des études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- Evaluer ou faire évaluer les résultats par tout tiers et à tout moment ;
- Pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- Permettre à tout service de l'ENPC d'utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- Assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats ;
- Transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'ENPC.

Les besoins d'utilisation de l'ENPC comprennent en outre la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre et à quelques conditions que soit.

La cession est consentie à l'ENPC à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 35.3 du CCAG-PI.

Les données intégrées ou générées sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'ENPC. Le titulaire dispose d'un accès aux données aux seules fins de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations objet du marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'ENPC.

Conformément à l'article 35.4.1.2 du CCAG-PI, pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché, tels que :

Pour les œuvres (créations graphiques, images, films, musique, etc.) :

- les fichiers sources et natifs dans un format ouvert.

Le titulaire ne peut imposer la confidentialité notamment des codes sources livrés. La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché.

## **11- RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE**

### **11.1 RESILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut décider de mettre fin au présent marché avant l'achèvement de sa durée d'exécution :

- Soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG/PI ;
- Soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG/PI ;
- Soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI ;

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, décider de mettre fin à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, cette indemnité est fixée à 10% du(des) montant(s) HT du(des) bon(s) de commande préalablement notifié(s) au titulaire, diminué du montant HT non révisé des prestations correspondantes déjà admises

La décision de résiliation est notifiée au titulaire et prend effet à la date fixée ou, à défaut, à la date de sa notification. La résiliation fait l'objet d'un décompte arrêté par le pouvoir adjudicateur.

En application de l'article 27 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant :

- Soit en cas d'inexécution de prestations qui, par nature, ne peuvent souffrir d'aucun retard, ou lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ;
- Soit en cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut substituer des prestations équivalentes s'il n'est pas possible de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations identiques à celles dont l'exécution est prévue.

Le titulaire défaillant est tenu de fournir les informations et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations qui seraient nécessaires à leur exécution par le tiers désigné.

L'augmentation des dépenses résultant de l'exécution des prestations par le tiers désigné est mis à la charge du titulaire défaillant.

## **11.2 CAS DE FORCE MAJEURE**

En cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime) déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties seront suspendues.

Le titulaire devra notifier à l'Ecole l'impossibilité d'exercer sa mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Les obligations seront exécutées à nouveau dès que les effets des événements de force majeure auront cessé, selon des modalités de reprise qui auront été décidées d'un commun accord entre les parties.

Dans tous les cas, il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures conservatoires pour éviter tout dommage ou dégradation et assurer la sécurité des équipements.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraînera pas de report de la date d'échéance du contrat. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

## **12- LITIGES**

### **12.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE**

Les différents et litiges seront réglés dans le respect des dispositions du CCAG/PI chapitre 8.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les correspondances et autres documents relatifs au marché sont rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Les factures seront établies en euros.

## **12.2 RECOURS**

Les tribunaux français sont seuls compétents. Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction de droit public compétente.

- ✓ Instance chargée des procédures de recours :  
Tribunal administratif de Melun,  
Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex  
Tel : 01 60 56 66 30 ; courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr  
Adresse internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr>
  
- ✓ Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :  
Greffes du tribunal administratif de Melun,  
Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30 ; courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr  
Adresse internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr>

## **13- PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Chaque partie s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 portant règlement général sur la protection des données, ci-après le « RGPD ».

Plus précisément, le titulaire du marché n'est destinataire que des données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché. Il s'engage, en outre, à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel lui ayant été communiquées et à ne pas les utiliser pour une finalité autre que l'exécution du présent marché. Il s'engage, enfin, à détruire, à l'issue du marché, les données à caractère personnel dont il aura été destinataire.

L'École se conforme à toutes les obligations inhérentes à sa qualité de responsable de traitement, s'agissant des données communiquées au titulaire du marché.

Elle s'assure notamment du respect des droits des personnes concernées et les informe, par suite, de la transmission de leurs données au titulaire.

### **13.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à :

- Garder confidentielles les données à caractère personnel auxquelles il aura accès à l'occasion de l'exécution du marché ;
- Assurer la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du marché en mettant en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adéquates



conformément aux recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (système d'authentification, chiffrement, gestion des habilitations, traçabilité des accès...);

- Ne pas utiliser les données à caractère personnel traitées à d'autres fins que celles spécifiées du marché ou ayant donné lieu à une instruction écrite de l'Ecole ;
- Ne pas divulguer les données à caractère personnel traitées à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, publiques ou privées, sauf aux fins strictement nécessaires à la bonne exécution du marché ou sur instruction de l'Ecole ;
- N'avoir recours, le cas échéant, à un sous-traitant à qui de telles données pourraient être transmises qu'avec l'autorisation écrite préalable de l'Ecole et, en tout état de cause, sous réserve de l'assurance des garanties de confidentialité et de sécurité des données suffisantes ;
- Notifier sans délai à l'Ecole toute faille de sécurité compromettant la confidentialité ou toute violation de données à caractère personnel, ainsi que toute information relative à la gravité et à l'étendue de la violation et son origine ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information qui lui sont confiés, en dehors de ce qui est requis par l'exécution du marché ou qui procède d'une instruction de l'Ecole ;
- Communiquer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du RGPD ;
- Documenter sa conformité à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, plus particulièrement, s'agissant des opérations effectuées dans le cadre de l'exécution du marché et à tenir l'ensemble de cette documentation à la disposition de l'Ecole ;
- À respecter de façon absolue les obligations précitées et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

## 13.2 OBLIGATIONS DE L'ECOLE

L'Ecole s'engage à :

- Ne transmettre au titulaire du présent marché que les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- Formuler par écrit ses instructions au titulaire s'agissant d'un traitement de données à caractère personnel ;
- Garantir le respect des droits relatifs à la protection des données à caractère personnel des personnes concernées et, notamment, le droit d'être tenu informé de la communication de leurs données au titulaire ;
- Veiller, pendant toute la durée des traitements de données à caractère personnel sur lesquels le titulaire pourrait être conduit à intervenir, au respect des obligations prévues par le RGPD.

## 13.3 SORT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

A l'issue de la relation contractuelle, le titulaire du présent marché s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel dont il aura été destinataire ainsi que toute éventuelle copie détenue de ces données.

## 14- DEROGATIONS AU CCAG/PI

Articles du CCAG/PI auxquels il est dérogé	Articles du CCP portant dérogation
Article 4.1	Article 1.7
Article 13.3.2	Article 2.3.3
Article 3.2.2	Article 2.4

Article 13.3	Article 2.4
Article 28.2	Article 3
Article 14.1.1	Article 6
Article 14.1.2	Article 6
Article 14.1.3	Article 6
Article 3.4.3	Article 7.2
Article 40	Article 11.1